

Répartition du décrochage scolaire et des risques sociaux de décrochage dans le Grand Est

Patrice CARO

Patrice Caro s'appuie ici sur un ouvrage dont il est coauteur, paru en 2014 et réactualisé en 2016 : l'Atlas des risques sociaux d'échec scolaire¹. Ce travail collectif de cartographie est devenu une référence en la matière, par la mise en évidence, canton par canton, des corrélations entre les facteurs de risques sociaux et les risques d'échec scolaire et de décrochage. Cet outil irremplaçable a suscité de nombreux échanges en académies et en Régions. L'auteur présente dans l'article les éléments concernant la Région Grand Est.

Introduction

La Région Grand Est se compose des académies de Reims, Nancy et Strasbourg. Elle rassemble 5,5 millions d'habitants en 2012 (INSEE). Cette population a augmenté légèrement de 2006 à 2011 (0,2 % par an, pour 0,5 % en France métropolitaine. La densité y est légèrement inférieure à la moyenne nationale (96 h/km² pour 116). Au sein de cet ensemble hétérogène, la densité s'élève à 224 h/km² en Alsace pour seulement 52 en Champagne-Ardenne. Comment se répartissent les risques sociaux de décrochage et d'échec scolaire ? Quelle correspondance y a-t-il entre la carte des risques et celle des résidences des décrocheurs ? La mobilisation d'indicateurs économiques et sociaux tirés du recensement de population de 2011 à l'échelle des cantons permet de répondre à ces questions. Ces résultats ont été publiés par la DEPP et le Céreq en 2016 dans l'atlas des risques sociaux d'échec scolaire (Boudesseul G., 2016 et al.) et dans la Géographie de l'école 2017 (Monso O., 2017 et al.). Les décrocheurs sont définis comme des jeunes ayant quitté le système scolaire sans diplôme. Le DNB n'est pas un diplôme qualifiant.

Une répartition des risques sociaux d'échec scolaire et des décrocheurs inégale en France

Une revue de littérature sur le sujet de l'échec et du décrochage scolaire dans les champs de la sociologie et des sciences de l'éducation conduit à sélectionner 7 indicateurs économiques et sociaux comme autant de « risques » sociaux d'échec et de décrochage. Pour chaque canton-ville² de l'INSEE, on collecte les données suivantes :

- niveau de revenu (médian)
- taux de **chômage** (15-64 ans)
- précarité en emploi (% CDI)
- niveau de diplôme 45-54 ans
- familles monoparentales
- familles nombreuses (>=4)
- conditions de logement (logement social)

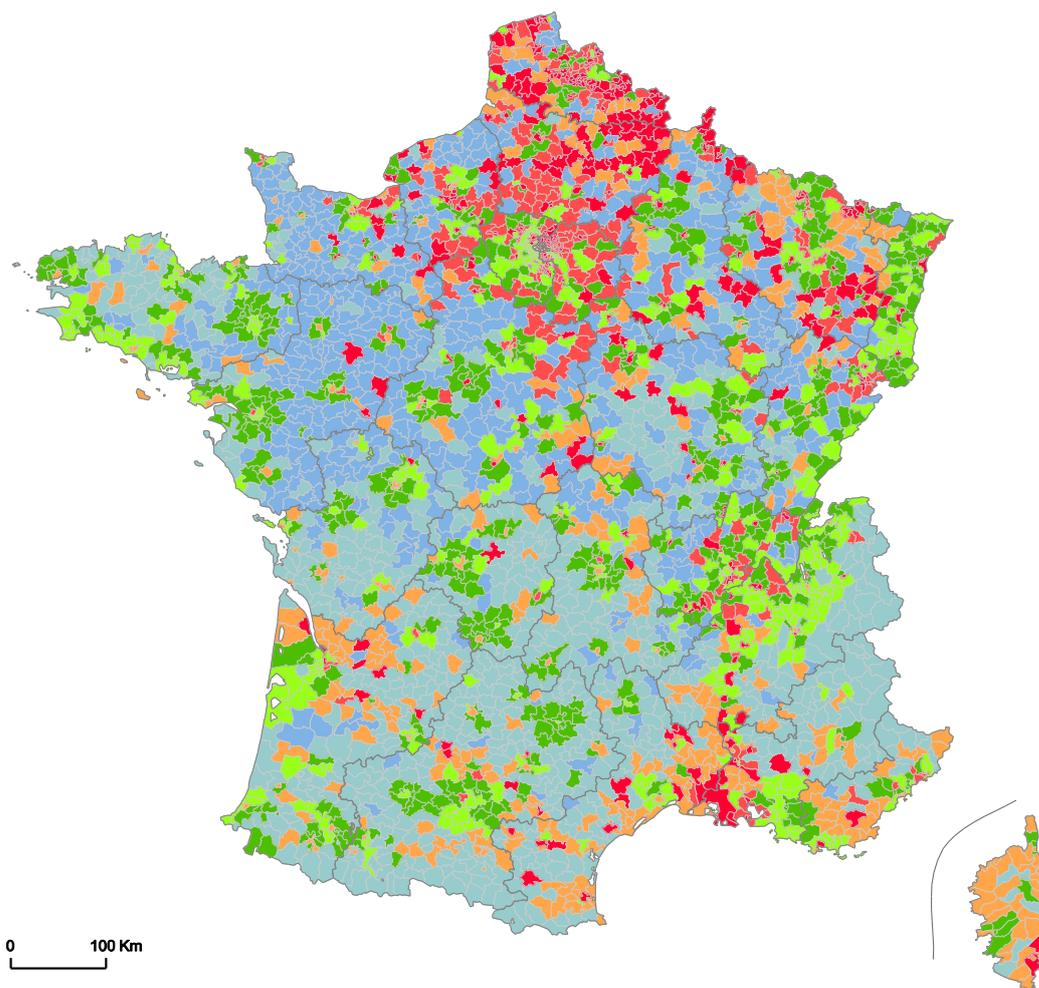
Les professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) ne sont pas prises en compte dans l'analyse. D. Goux a montré que les revenus des parents d'élèves sont plus déterminants que la profession (Goux D., 2000). La répartition des risques sociaux d'échec et de décrochage se

¹ Cf. références bibliographiques en fin d'article

² « A la différence du canton, le « Canton-ou-ville » (ou pseudo-canton) est un regroupement d'une ou plusieurs communes entières. Dans les agglomérations urbaines, chaque canton comprend en général une partie de la commune principale et éventuellement une ou plusieurs communes périphériques. Dans ce cas, l'Insee considère la commune principale, entière, comme un pseudo-canton unique et distinct. Pour la ou les communes périphériques, le pseudo-canton considéré est alors identique au vrai canton amputé de la fraction de la commune principale que comprend le vrai canton. » (source INSEE).

décline en France métropolitaine en 7 types de cantons dont le plus inquiétant est celui du cumul des inégalités (rouge sur la carte 1)³. La France des grandes périphéries (Hauts de France et régions méditerranéennes) se distingue par un ancrage des risques plus prononcé. Elle correspond aux pôles « historiques » du chômage que sont les régions du Nord en cours de désindustrialisation, et celles du sud-est où l'afflux de nouveaux habitants demandeurs d'emploi ne peut être absorbé par le marché du travail. A l'inverse, les couronnes périurbaines (vertes sur la carte 1), concentrent des habitants en situation plus favorable (sécurité économique et garantie de l'emploi). Les zones de résidence des travailleurs frontaliers (Genevois Français, zones de Saint-Louis en Alsace et de Thionville en Lorraine, ou encore du Haut-Doubs en Franche-Comté) présentent un profil social semblable.

Carte 1



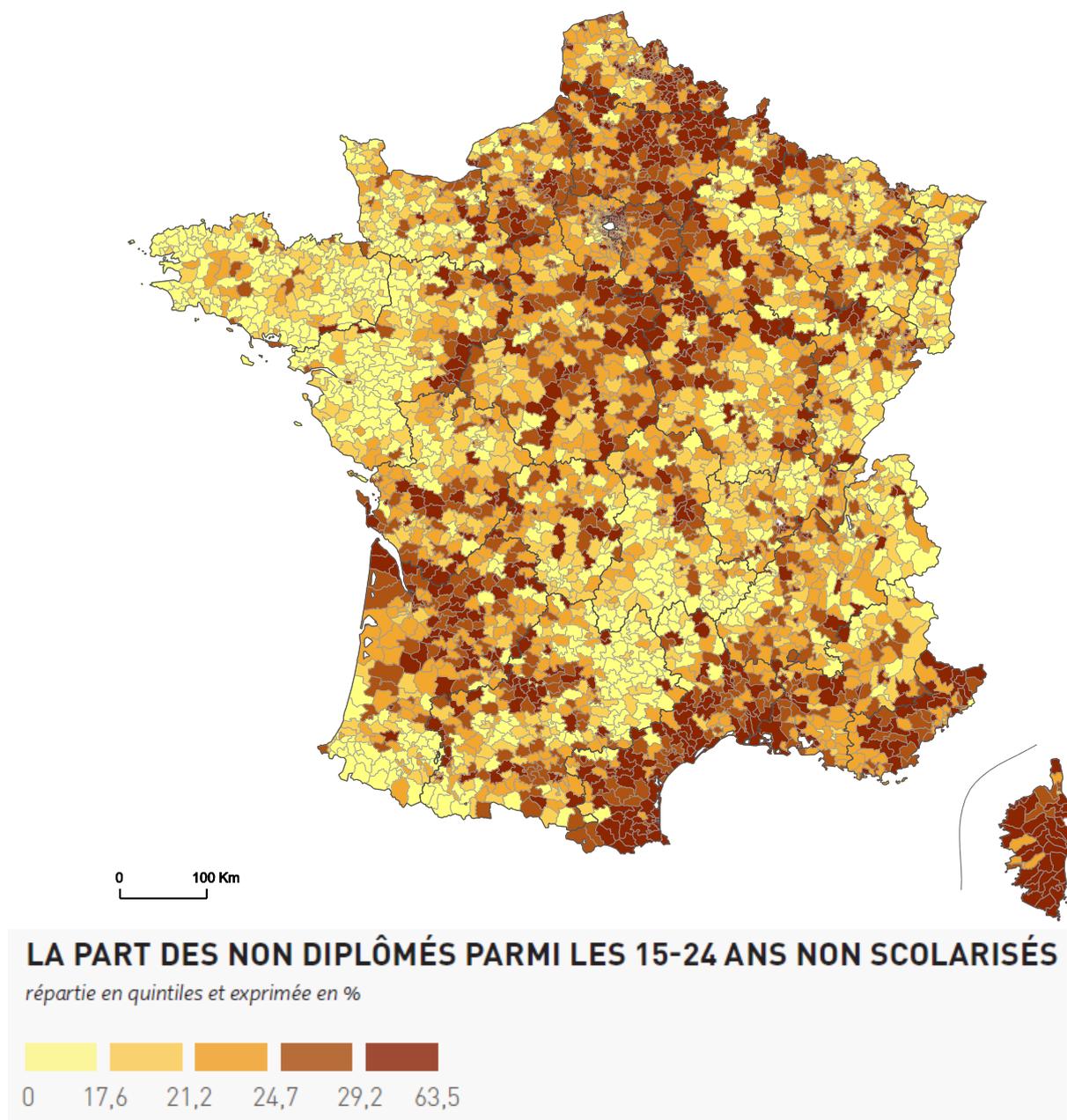
LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

³ Dans la version en noir et blanc, ce sont bien évidemment les zones les plus sombres. Ces cartes en couleur sont accessibles sur le site de l'AFAE www.afaefr.fr/

La France rurale plus ou moins densément peuplée s'agrège autour des types « qualification industrielle traditionnelle et milieu rural isolé » du fait de la faiblesse des indicateurs de niveau de diplôme, de statut d'emploi et de revenus. La confrontation de cette carte des risques et de décrochage ne correspond pas nettement à celle de la répartition des décrocheurs, au plan national comme en Grand Est (cf. carte 2). Cependant, un lien existe entre risques maximum (cumul) et décrochage (Longwy, St Dié, Forbach...), puisque beaucoup de cantons relevant du type « cumul de risques » figurent parmi ceux qui concentrent les plus forts taux de décrocheurs (part des 15-24 ans sans diplôme parmi les 15-24 ans non scolarisés, source recensement de population 2011 INSEE). L'Alsace est à part, favorisée, elle ne compte que quelques cantons en difficulté, alors que Champagne-Ardenne est plus en difficulté, comme tous les vieux bassins industriels urbains ou ruraux.

Carte 2



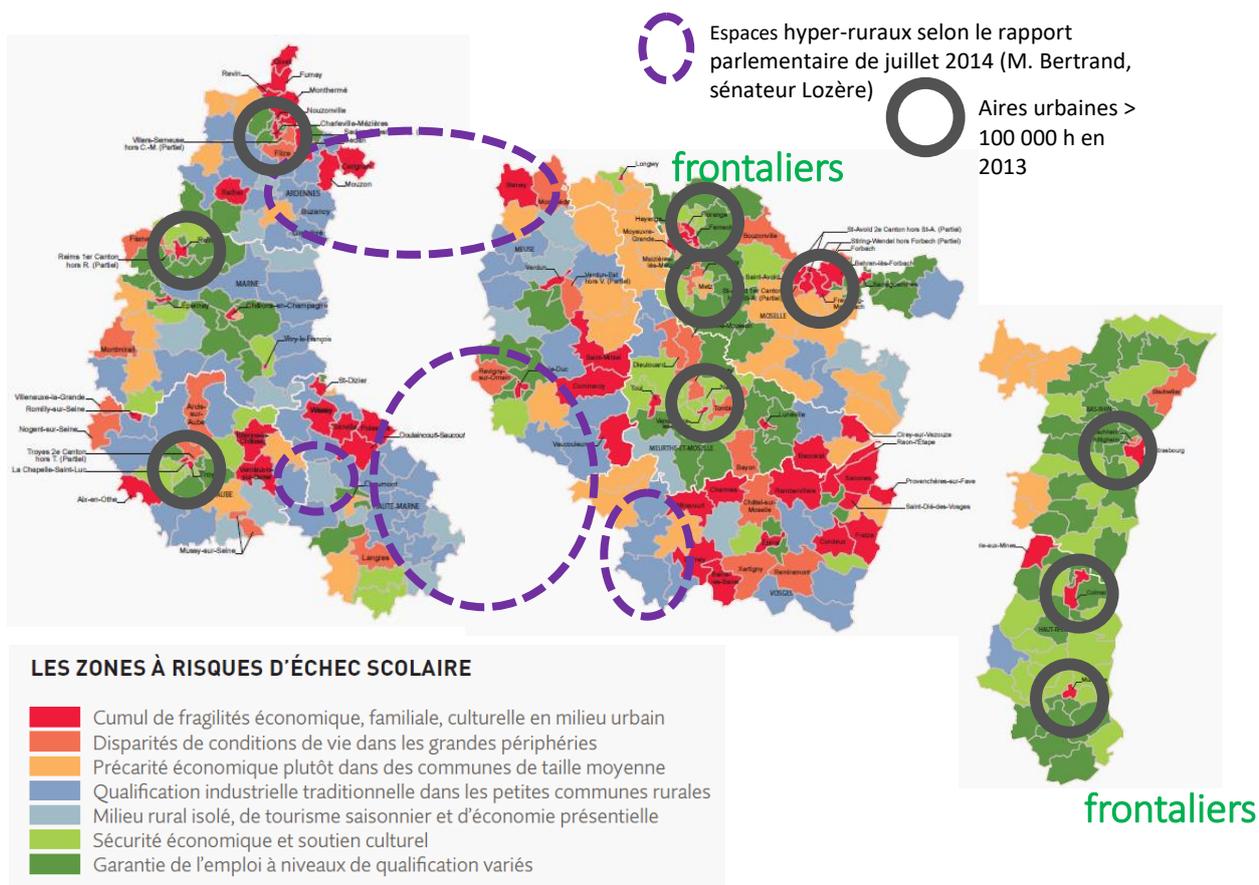
La répartition du risque social d'échec et de décrochage, ainsi que celle des accumulations de décrocheurs à l'échelle des cantons recoupe celle des zones d'emploi ayant perdu le plus d'emplois entre 2008 et 2012.

Pour porter la focale sur la Région Grand Est et identifier ses spécificités, il est nécessaire de rapprocher la carte cantonale des risques et celle de la répartition des décrocheurs aux mêmes dates.

2. Une répartition des risques sociaux d'échec scolaire et des décrocheurs toute aussi inégale au sein du Grand Est

Les académies de la grande région Est présentent des profils très différents en matière de risques et de décrochage. Strasbourg fait figure d'académie la plus favorisée, y compris au plan de la France entière, alors que Nancy et surtout Reims sont plus en difficultés économiques, sociales et scolaires (cf. carte 3). La répartition des risques s'explique par la désindustrialisation et la métropolisation. Tandis que la première paupérise les vieux bassins industriels comme Forbach ou les Vosges, la seconde agrège les ménages à fort revenus et à fort niveau de diplôme dans des couronnes périurbaines étalées sur un rayon de 30 à 40 km autour du centre de l'aire urbaine énorme pourvoyeur d'emploi.

Carte 3



Les aires urbaines de plus de 100 000 habitants incarnent la métropolisation. Elles concentrent en leur cœur des quartiers prioritaires paupérisés et des banlieues pavillonnaires plus aisées en périphérie. Le Grand Est se caractérise aussi par une hyper-ruralité (très faible densité de population et éloignement maximum des services publics de base) où les habitants ne sont pas ou faiblement diplômés.

dans le massif des Vosges à la frontière avec le département du même nom. Cette académie ne possède pas de canton relevant du type « Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle ». Les 22 cantons du type « Sécurité économique et de soutien culturel » (34 % de la population) sont urbains et périurbains (215 habitants/km²). Ils abritent de petits pôles urbains comme Saverne, Sélestat, Haguenau, Thann ou Munster. Ils correspondent à des zones favorisées au sein des couronnes périurbaines de Strasbourg (Illkirch-Graffenstaden, Molsheim) et de Mulhouse (Illzach, Wittenheim, Ensisheim, etc.). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés n'est ici que de 20,7 %. Comme dans le cas du type suivant, il s'agit de zones résidentielles à fort taux de ménages actifs et retraités très bien dotés en revenus et en diplômes. Le type « Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » agrège 29 cantons périurbains (32 % de la population) des couronnes résidentielles des deux plus grandes aires urbaines de l'académie. Pour Strasbourg, il s'agit de Barr, Brumath, Erstein, Rosheim ou Truchtersheim. Altkirch, Dannemarie, Wintzenheim ou Mulhouse-Sud- hors Mulhouse dans le cas de Mulhouse. Le revenu est ici maximum. La part des emplois en CDI est une des plus élevée de France. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est inférieure de 9 points à la moyenne.

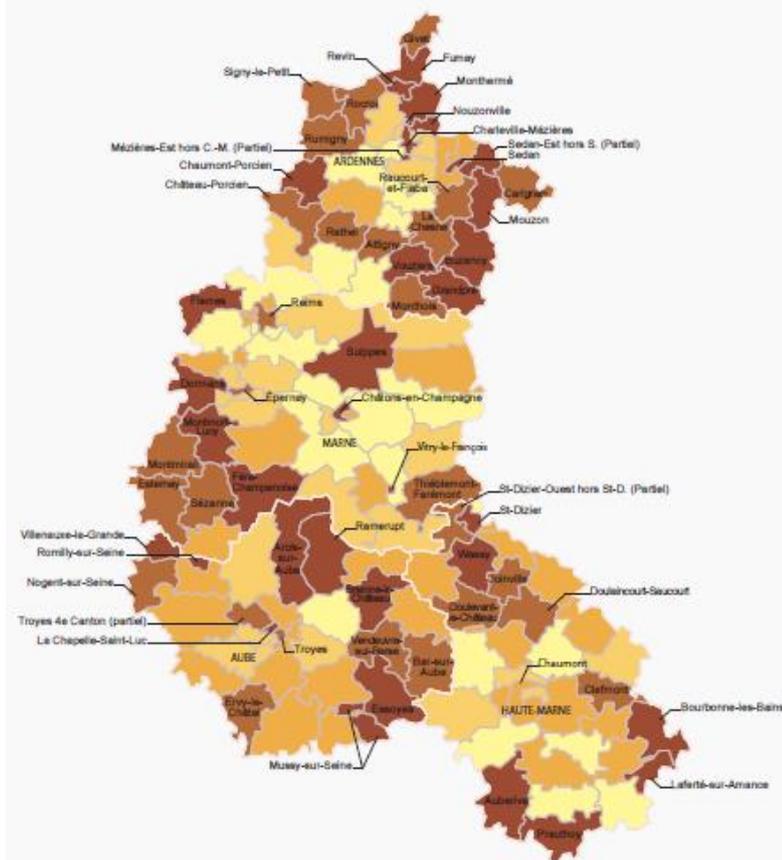
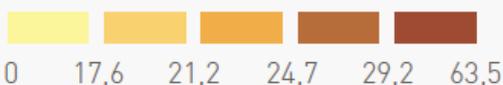
Académie de Reims : 43 % de la population dans les cantons « cumulant les fragilités »

Les 27 cantons du type « Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » présentent un profil démographique hétérogène. Cet ensemble agrège des cantons constituant les centres de grandes aires urbaines (Reims, Troyes, Châlons-en-Champagne), avec des cantons urbains polarisés par de petites villes industrielles comme Saint-Dizier, Vitry-le-François, Sedan, Epernay ou Charleville-Mézières (de 500 à 2 000 habitants/km²), et des cantons ruraux à la densité inférieure à 40 habitants/km² (Mouzon, Doulaincourt-Saucourt, Poissons ou Wassy). Tous incarnent la vieille France industrielle manufacturière du Nord-Est en cours de désindustrialisation (textile, travail des métaux, mécanique, plastique, sous traitance automobile, etc.). Le recul de l'emploi industriel a été sévère avec une perte de 10 à 15 % entre 2008 et 2012 dans certaines zones. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est supérieure à la moyenne.

Carte 5

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMIS LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS

répartie en quintiles et exprimée en %



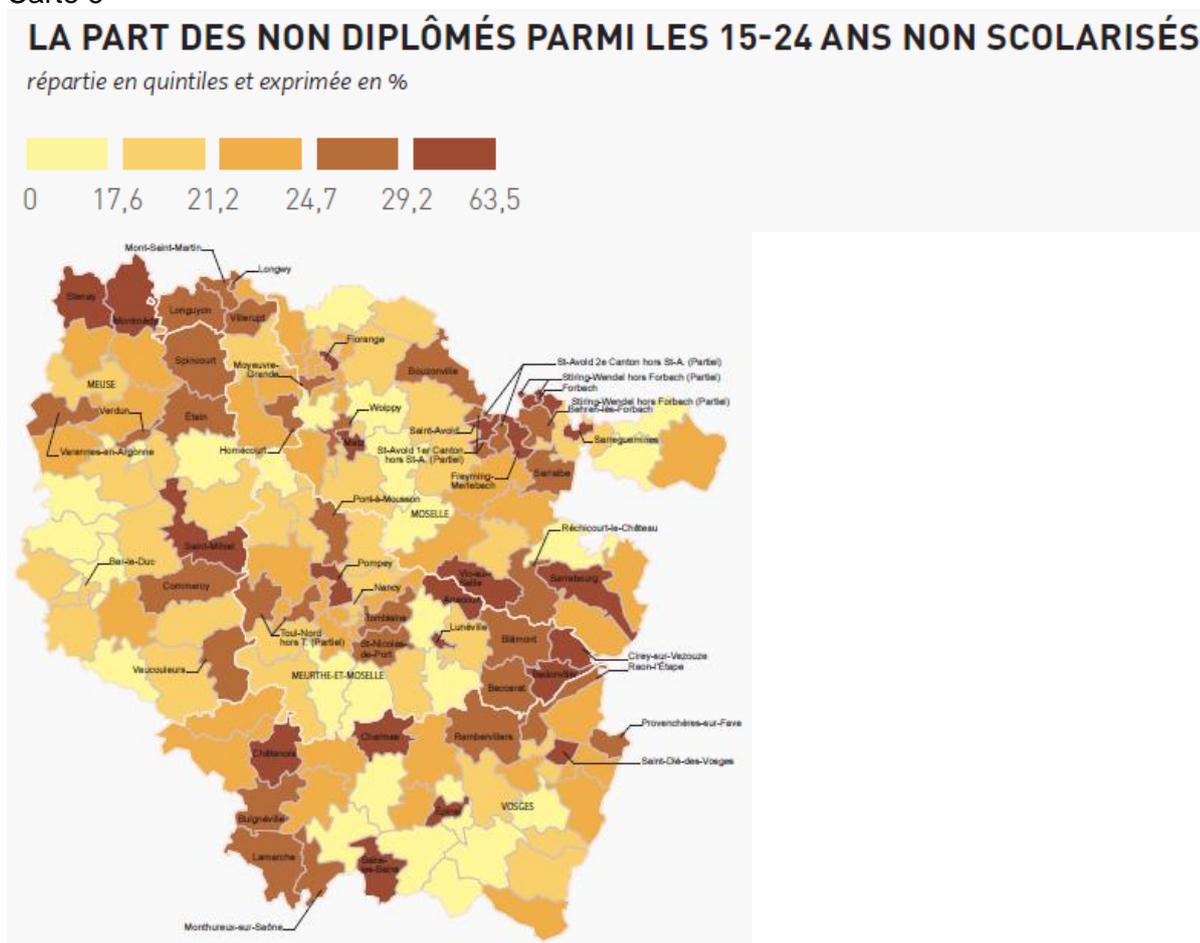
Le type « Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » rassemble 11 cantons peu peuplés, dont certains correspondent aux couronnes périurbaines de Charleville-Mézières (Flize, Villers-Semeuse hors Charleville-Mézières), de Troyes (Troyes 2^{ème}) et de Reims (Fismes, Reims 1^{er}). Les autres cantons se situent aux marges de leur département, sous faible influence urbaine, comme Montmirail (27 habitants/km²), Villenauxe-la-Grande (57 habitants/km²), ou Nogent-sur-Seine (56 habitants/km²). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est supérieure à la moyenne, mais de peu. Le type « Précarité économique dans les petites et moyennes communes » regroupe 13 cantons plus ruraux que le groupe précédent (39 habitants/km²). Seuls Chaumont, canton abritant la petite préfecture de la Haute-Marne, et Châlons-en-Champagne 4^e présentent un profil plus urbain. Le type « Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes » est le mieux représenté avec 43 cantons ruraux (22 habitants/km²) pour 17 % de la population de l'académie. Dans une vingtaine de cantons, la part des emplois industriels dépasse 20 %. Val-de-Meuse (32,2 %) et Nogent, fief de la coutellerie dans l'Est (33,1 %), se démarquent. Ce groupe compte aussi d'autres cantons très agricoles. La part des emplois de ce secteur dépasse 20 % à Laferté-sur-Amance par exemple, en recul de 7,9 % pour le nombre de ses habitants entre 2006 et 2011. La part des non-diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est proche de la moyenne. Le « Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle » regroupe 7 cantons ruraux, tous peuplés de moins de 8 000 habitants (15 habitants/km²). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est inférieure à la moyenne. Les types « Sécurité économique et de soutien culturel » et « Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » correspondent aux secteurs

résidentiels aisés des couronnes périurbaines des grands pôles comme Troyes, Reims ou Châlons-en-Champagne.

Académie de Nancy : De petites et moyennes villes cumulant toutes les fragilités

Le type « Cumul des fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » rassemble 33 cantons (21 % de la population). L'ensemble est hétérogène mais à dominante urbaine (petites et moyennes villes d'Épinal, Saint-Dié-des-Vosges, Forbach, Bar-le-Duc, Verdun, Lunéville, Toul, Longwy), associant des cantons urbains à très forte densité de population (3 240 habitants/km² à Vandoeuvre-lès-Nancy, 2 690 habitants/km² à Longwy, 1 218 habitants/km² à Lunéville), et d'autres très ruraux (Stenay - 30 habitants/km² -, Vaucouleurs - 24 habitants/km² -, Darney - 23 habitants/km² -). Tous partagent un profil économique et social défavorisé à cause des conséquences de la désindustrialisation (sidérurgie et textile en difficulté, solde migratoire négatif), et d'une reconversion industrielle toujours en cours. C'est dans ces cantons que le recul de l'emploi salarié industriel a été le plus sévère de 2008 à 2012 en France (souvent moins 10 à moins 15 %). La part des emplois industriels dépasse 20 % dans 17 cantons. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est plus élevée que la moyenne.

Carte 6



Le type « Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » concerne 17 cantons (15 % de la population). Ce type correspond à des zones périurbaines comme Verdun-Est hors Verdun, Maizières-lès-Metz, Pompey au nord de Nancy, Xertigny au sud d'Épinal, Woippy à l'ouest de Metz, Hayange au sud de Thionville. Les valeurs des indicateurs retenus oscillent autour de la moyenne pour l'ensemble du groupe. Le type « Précarité économique dans les petites et moyennes communes » rassemble 28 cantons, soit 20 % de la population de l'académie. Metz fait figure d'intrus dans ce groupe rural (20 habitants/km² à Dun-sur-Meuse et Fesnes-en-Woëvre) et périurbain (93 habitants/km² à Saint-Dié-des-Vosges-Est hors), dont le centre de gravité se situe

au nord de l'académie (11 cantons de Moselle dans ce groupe). Le type « Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes » fédère 23 cantons ruraux (30 habitants/km², 10 habitants/km² à Varennes-en-Argonne, 22 à Clermont-en-Argonne, 30 à Brouvelieures). Les Vosges et la Meuse y sont très représentées. La part des emplois industriels y dépasse 20 %. Seulement 7 cantons relèvent du type « Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle ». La part des ménages vivant en habitat social est ici faible, comme celle des familles monoparentales et nombreuses. En revanche, la part des emplois industriels dépasse la moyenne. Les types « Sécurité économique et soutien culturel » (14 cantons, dont Nancy, Laxou, Tomblaine, Thionville, Montigny-lès-Metz, Epinal-Ouest hors Epinal) et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » (17 cantons, dont Lunéville-Nord hors Lunéville, Bar-le-Duc-Nord hors Bar-le-Duc, Verdun-Ouest hors Verdun), correspondent aux lieux de résidence de ménages actifs et retraités à haut niveaux de revenu et de diplôme. Le revenu médian y dépasse 20 200 euros.

Conclusion

La répartition des risques sociaux d'échec et de décrochage scolaire dans la nouvelle Région du Grand Est, ainsi que celle des décrocheurs à la même échelle, sont tributaires des phénomènes de désindustrialisation, de spécialisation, de métropolisation et de périurbanisation. L'Alsace minimise les risques grâce à son tissu urbain dense piloté par la métropole strasbourgeoise et à son économie diversifiée créatrice d'emploi. De même pour le sillon lorrain de Thionville à Lunéville en passant par la métropole à deux têtes Nancy-Metz. Les vieux fiefs industriels du Grand Est, qu'ils soient urbains ou ruraux, cumulent les risques et les décrocheurs.

Patrice CARO
Professeur à l'université de Caen, CNRS UMR ESO - Céreq

Références bibliographiques

CARROUE Laurent, *La France des 13 régions*, A. Colin, 2017.

INSEE, *La France et ses territoires*, Collection INSEE Références Edition 2015, INSEE, 2015

BOUDESSEUL Gérard, CARO Patrice, GRELET Yvette, MINASSIAN Laure, METAYER Cécile, MONSO Olivier et VIVENT Céline, *Les disparités territoriales de risques sociaux d'échec scolaire*. « Géographie de l'école » n°12, Ministère de l'Education nationale DEPP, 2017.

BOUDESSEUL Gérard, CARO Patrice, GRELET Yvette et VIVENT Céline, *Atlas académique des risques sociaux d'échec scolaire : l'exemple du décrochage*. Ministère de l'Education nationale - Céreq, 2014

BOUDESSEUL Gérard, CARO Patrice, GRELET Yvette, MINASSIAN Laure, MONSO Olivier et VIVENT Céline, *Atlas académique des risques sociaux d'échec scolaire : l'exemple du décrochage. France métropolitaine et DOM*. Ministère de l'Education nationale - Céreq, 2016.